

Montreuil, le 4 juin 2025

Interrogé sur France Info le 2 juin, jour des premiers résultats de la principale phase d'affectation sur Parcoursup, le ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Philippe Baptiste, déclarait qu'il « *(aimerait) bien qu'on ait déjà, à peu près, les deux tiers des élèves de lycées qui aient un premier choix disponible dès ce soir* », avec comme but ultime « *qu'avant le bac, neuf élèves sur dix aient au moins une première proposition qui soit déjà là, concrète, palpable.* »

Une véritable provocation pour les dizaines de milliers de jeunes et leurs familles que cette plateforme de tri mise en place en janvier 2018 plonge dans l'angoisse tous les ans, et pour tous ceux dont les vœux sont refusés.

L'objectif du ministre rapporté aux 980 000 candidats inscrits sur Parcoursup cette année suppose d'admettre que près de 100 000 n'auront pas de « proposition concrète » avant le bac.

De fait, au terme des premiers résultats de cette phase d'admission qui durera jusqu'au 10 juillet, le ministère a annoncé que 66 % des lycéens ont reçu « *au moins une proposition* », ce qui signifie que plus d'un tiers d'entre eux, c'est-à-dire des dizaines de milliers, n'en ont encore reçu aucune.

En juillet 2024, près de 85 000 élèves n'avaient toujours pas trouvé de place dans une formation du supérieur. Les premiers résultats tombés le 2 juin font craindre le pire.

Tous les ans, des dizaines de milliers de bacheliers restent sur le carreau. Et le ministre ose dire que tout va bien, que sa mission est que tous les jeunes puissent suivre des études supérieures !

Non, monsieur le ministre, la réalité c'est que Parcoursup est une machine à trier, une machine à barrer la route aux études supérieures et à broyer la jeunesse !

C'est aussi un outil pour la privatisation galopante de l'enseignement supérieur. Outre le fait de laisser des dizaines de milliers de jeunes sur le bas-côté, l'une des principales conséquences de ce dispositif, c'est en effet de livrer des lycéens de plus en plus nombreux à l'enseignement supérieur privé. Depuis 2018, les inscriptions dans le privé progressent de telle manière qu'en 2024 elles concernaient 27 % des étudiants (contre 19 % en 2012).

Face aux provocations du ministre, face à cette situation révoltante faite à la jeunesse, la FNEC FP-FO continue à exiger l'abrogation de Parcoursup et le rétablissement du droit pour les bacheliers à accéder à la filière de leur choix, ce qui nécessite que le baccalauréat demeure le premier grade universitaire et donc d'abroger les réformes Blanquer du Bac et du lycée.

La FNEC FP-FO appelle ses syndicats à s'adresser aux lycéens, étudiants et parents d'élèves pour organiser l'action commune avec les personnels pour en finir avec cette sélection inacceptable.